



**Intervention de Bruno Chavanat
Groupe URC
Conseil municipal du 8 septembre 2008
Vœu du conseil municipal contre les mesures gouvernementales en matière de politique
scolaire**

Monsieur le Maire, Madame l'adjointe à l'éducation, mes chers collègues,

Il y a plusieurs manières de lire le vœu qui nous est soumis et d'interpréter les raisons qui, en cette période de rentrée, ont conduit la majorité à faire, elle aussi sa rentrée politique et syndicale, comme si elle craignait d'être jugée trop tiède par tous ceux qui protestent contre la politique du gouvernement.

La première manière de lire ce vœu, c'est de faire crédit à ceux qu'ils l'ont écrit que c'est vraiment l'avenir de l'école et la situation des élèves rennais, de leurs parents, des enseignants et de tous ceux qui concourent à l'éducation qui les intéressent et qui les ont guidés. Faisons un instant cet effort et posons nous quelques questions simples.

Oui ou non y a-t-il urgence à réformer l'école et à permettre aux 15% d'enfants qui en sortent sans la maîtrise des savoirs fondamentaux de retrouver des chances de réussite ?

Oui ou non y a-t-il urgence à permettre aux élèves les plus en difficulté à bénéficier d'une attention particulière, de moyens dédiés, d'un suivi plus attentif ?

Oui ou non y a-t-il urgence à permettre aux maîtres de consacrer officiellement une part significative de leur temps à cette tâche et une autre part de leur temps à la concertation entre enseignants et pédagogues et à des relations avec les partenaires naturels de l'école, en premier lieu les parents ?

Le Gouvernement et Xavier Darcos depuis un an ont répondu oui à ces trois questions.

Le ministre, lui, qui n'est pas réputé pour être un dangereux idéologue, a choisi de bouger.

Il a choisi de bouger sur la promotion des savoirs fondamentaux, par une réforme des programmes extrêmement simple qui répond à des préoccupations maintes fois exprimés par des pédagogues et des experts en sciences de l'éducation de droite et de gauche depuis des années ;

Il a choisi de bouger sur l'aide aux élèves en difficulté, dès le diagnostic des premières difficultés en prévoyant le soutien individualisé deux heures par semaine. Il l'a prévu non pas de façon uniforme et rigide mais souple. L'organisation dépendra des parents, des enseignants et des réalités

locales (c'est ce qu'a précisé l'inspecteur d'académie). De la même façon qu'est prévu une souplesse sur le maintien des expérimentations sur les rythmes scolaires.

Il a choisi de bouger sur les horaires que les enseignants pourront consacrer à l'aide aux élèves et à l'organisation pédagogique (3 heures par semaine)

Il a choisi de bouger sur la faculté de faire des heures supplémentaires, ce qui contribue à une augmentation non négligeable de la rémunération des enseignants

Il a choisi de bouger aussi sur l'aide aux enfants handicapés pour permettre la scolarisation en milieu ordinaire –ceci notamment par la création dès l'année dernière de 2700 postes d'aides à la vie scolaire

Enfin il a choisi de bouger pour que le nombre de postes d'enseignants sans affectation complète ou réelle (35 000 équivalents temps plein) soit réduit parce qu'aucune réforme n'est possible à terme si on la fait sans se préoccuper de mieux gérer.

Naturellement on peut comprendre qu'il y ait des difficultés, des oppositions, que l'on veuille en faire plus, que la réforme ce soit toujours difficile à conduire. C'est naturellement plus confortable de n'avoir pas bougé pendant des années de responsabilité gouvernementale.

Naturellement c'est moins facile à Rennes d'obtenir des créations de postes massives, quand on sait que, depuis 10 ans le nombre d'élèves dans le primaire a baissé de 5000, que le nombre de familles entre 2000 et 2006 a baissé de 4000.

Mais il faut choisir entre un discours constructif et un discours purement protestataire

Il faut choisir entre l'intérêt des enfants, des parents, des enseignants et l'intérêt purement politicien qui consiste à chercher à récupérer les mécontents.

Il faut choisir entre se retrousser les manches ensemble ou mettre de l'huile sur le feu.

Mme Hamon, vous avez bien du mal à choisir.

Dans éducation Info, vous écrivez que vous êtes d'accord avec les objectifs. Vous parlez de partenariat. Et on est tenté de vous suivre.

On est tenté aussi de vous dire aimablement que les responsabilités qui sont les vôtres emportent des obligations, sur le temps extra scolaire, sur la « carte de famille nombreuse rennaise » dans les transports entre la maison et l'école, que vous venez de supprimer et qu'il faudrait rétablir (gratuité du titre dom'écoles à partir du 3^{ème} enfant), sur les relations entre les parents et l'école, entre les quartiers et l'école.

Mais nous sommes ici en conseil municipal et le virus de la politique vous reprend.

Adieu le partenariat. Bonjour les vieilles formules caricaturales et assassines.

Tout cela nous oblige à constater qu'il y a une deuxième lecture du voeu et à le lire comme il a sans doute en partie été écrit. Comme une opération purement politique ou politicienne avec tout ce que ce mot peut comporter d'intention manœuvrière et caricaturale.

Il n'y a pas besoin de chercher très loin, tout l'arsenal des vieilles caricatures est là. Le vœu est farci d'expressions alarmistes « mise en danger de l'école républicaine » « recul de l'État face à ses responsabilités », déstabilisation de la situation des « enfants les plus fragiles ». Tout ceci c'est le langage du parti socialiste qui se parle à lui-même. Un parti socialiste en mal d'idées qui se fabrique un diable pour user contre lui les armes et les formules les plus outrées possibles.

Il est sain de démasquer cette mise en scène et de la dévoiler très simplement pour que personne ne s'y laisse prendre. Pour ceux qui ne s'en souviendraient pas, ce même vœu a déjà été présenté au conseil municipal exactement dans les mêmes termes il y a quelques mois. C'était le 5 mai dernier. On rejoue la pièce une deuxième fois.

Il n'y a pas forcément lieu de s'en émouvoir. Sauf qu'on aimerait bien que plutôt que d'accumuler les vœux de protestation contre le Gouvernement, la municipalité nouvelle s'occupe un peu plus de Rennes, assume ses responsabilités et lance le mandat sur des projets concrets qui témoignent de son envie de faire du neuf.

Car pendant que l'on fait des vœux sur la politique du Gouvernement, il y a des clignotants qui s'allument localement auxquels qui sont des vraies questions que l'on ferait bien de prendre à bras le corps. Ainsi qu'en est-il de l'emploi avec les nouvelles inquiétantes pour l'avenir qui nous viennent de PSA principal employeur du bassin rennais. Où est la stratégie du mandat pour l'emploi. Il y a aussi les promesses de campagne dont on attendait que la rentrée concrétise avec par exemple le code de la rue, le partage de l'espace public, une vraie politique pour le vélo au moment où plus de 70 000 cyclistes potentiels entre 15 et 25 ans font ces jours ci leur rentrée à Rennes. Il y a bien d'autres sujets qui sont de votre ressort et qui méritent davantage que des vœux qui sont encore une fois surtout une manière de vous parler à vous-même.

Ce n'est pas cela que les Rennais attendent de vous.

